

LA RSE EN ACTES

ENSEMBLE VERS UN PLAN NATIONAL D'ACTION POUR LA RSE

COLLOQUE 17 NOVEMBRE 2014

PALAIS D'IÉNA
9, PLACE D'IÉNA / PARIS 75016

[S'inscrire en ligne](#)

- 08.00-09.00 ACCUEIL CAFÉ
- 09.00-09.30 OUVERTURE
Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE)
- 09.30-10.00 INTERVENTION DE CADRAGE
Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie
Lydia Brovelli, représentante de la mission interministérielle Brovelli, Drago, Molinié
- 10.00-11.30 TABLE-RONDE - LES PROPOSITIONS DU CESE ET DE LA PLATEFORME RSE EN DIALOGUE
Mise en miroir des travaux de la Plateforme RSE et du CESE sur la RSE
Animateur : Gilles Berhault, président du Comité 21

Plateforme RSE :

Hélène Valade, vice-présidente
Michel Capron, vice-président

CESE :

Alain Delmas, rapporteur de l'avis "RSE"
Amélie Rafael, rapporteure de l'avis "Gouvernance"

Débat avec la salle

11.30-12.00 PAUSE

12.00-13.00 ATELIERS / SHOW-CASE - PARTIE 1

Show-cases d'initiatives RSE sur le territoire (hémicycle)

Des acteurs de terrains viennent témoigner de leurs initiatives RSE : Fédération des SCOP du BTP, Fédération des entreprises de propreté, ORSE, Observatoire social de la filière bois en Aquitaine

Atelier thématique 1 (salle 229) : Comment convaincre les TPE/PME de s'engager dans la RSE et les accompagner dans leur démarche ?

La RSE est généralement bien implantée dans les grandes entreprises. Elle l'est moins dans les TPE /PME qui sont pourtant l'énergie de tout territoire. Des pionniers sont déjà en marche multipliant des initiatives très intéressantes et parfois innovantes. Comment amener plus de TPE /PME à rejoindre ces pionniers ? De quels moyens d'accompagnement ont-elles éventuellement besoin ? L'atelier s'attachera à apporter des éléments de réponse à ces questions, en s'appuyant sur les recommandations de la Plateforme RSE et du CESE, et sur le témoignage d'acteurs engagés (acteurs territoriaux, organisations professionnelles...).

Atelier thématique 2 (salle 249) : Les outils de la transparence extra-financière atteignent-ils leurs objectifs ?

L'un des fondements d'une politique de RSE est la transparence à l'égard des parties prenantes. Le reporting extra financier participe au premier chef de cette nécessaire transparence.

L'atelier s'attachera, à partir des recommandations formulées sur le sujet par la Plateforme RSE, le CESE et le rapport Brovelli-Drago-Molinié, ainsi que des avis émanant d'un panel représentatif d'acteurs (entreprises, investisseurs, organisation syndicales, ONG...), à dégager les propositions prioritaires pour améliorer la fiabilité et la pertinence de l'outil de reporting. L'objectif est d'en faire un véritable support de pilotage et de dialogue dans la perspective des ajustements réglementaires qu'appelle la nouvelle directive européenne et du plan national RSE.

Atelier thématique 3 (salle 225) : La responsabilité des entreprises vis-à-vis de leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur - vers une évolution du cadre français ?

La mondialisation repose sur un système complexe de chaînes d'approvisionnement, entraînant une instabilité des lieux de productions, une explosion de la sous-traitance et une implication forte de la grande distribution. Du fait des échanges, la responsabilité d'une entreprise se pose à une autre échelle car cela ne s'arrête pas aux frontières nationales où elle a établi son siège social.

Cet atelier vise à présenter les standards et pratiques en matière de commerce international à travers les travaux du CESE et de la plateforme RSE pour en dégager des pistes de recommandations en vue du plan national sur la RSE.

Atelier thématique 4 (salle 245) : RSE et performance globale

Si la notion de performance de l'entreprise socialement responsable s'entend comme une "performance globale" prenant en compte les dimensions économique, sociale, sociétale et environnementale de son activité, trois questions se posent :

- *celle des leviers de la performance globale : quelles définitions donner de l'entreprise responsable, de la contribution des parties prenantes, des modalités de sa gouvernance ?*

- *celle des outils de pilotage et de reporting : l'approche par les indicateurs est-elle pertinente et suffisante ?*
- *celle du lien entre performance globale et compétitivité des entreprises françaises.*

Atelier thématique 5 (salle 243) : RSE et environnement : focus climat, transition énergétique et biodiversité

Les principaux enjeux environnementaux que sont le changement climatique, l'énergie et l'érosion de la biodiversité, génèrent des risques pour l'entreprise : opérationnels (rupture d'approvisionnement, baisse de qualité des matières...); financiers (augmentation des coûts, assurances...); d'image et de réputation ; d'accès aux marchés ou encore juridiques. Et pourtant, leur prise en compte transversale dans les démarches RSE présente un certain nombre d'opportunités.

Cet atelier a pour objectif de voir comment, à partir des travaux de la Plateforme RSE et du CESE, la prise en compte transversale de ces enjeux dans les démarches RSE peuvent être source d'opportunités.

Les préconisations identifiées alimenteront le plan national pour la RSE.

13.00-14.00 BUFFET DÉJEUNATOIRE

14.00-15.30 ATELIERS / SHOW-CASE - PARTIE 2

Suite des Show-cases d'initiatives RSE sur le territoire

Des acteurs de terrains viennent témoigner de leurs initiatives RSE : Performance Globale 06 (association de PME-PMI de PACA), Fédération de la formation professionnelle (FPP), Groupement des industries de l'équipement électronique (GIMELEC), Nantes-Métropole, Confédération nationale artisanale des instituts de beauté (CNAIB)

Suite des ateliers thématiques

15.30-16.00 PAUSE CAFÉ

16.00-17.45 TABLE-RONDE - VERS UN PLAN NATIONAL D'ACTION RSE

Animatrice : Elisabeth Laville, présidente d'Utopies

Synthèse des propositions des ateliers thématiques, par leurs porte-paroles

Ouverture sur les plans nationaux d'action RSE à l'étranger :

Michel Doucin, conseiller diplomatique au CESE, secrétaire permanent de la Plateforme RSE

Débat général

17.45-18.30 CONCLUSION

Patrick Pierron, président de la Plateforme RSE

Jean-Paul Delevoye, président du CESE

Manuel Valls, Premier ministre

LA RSE EN ACTES

ENSEMBLE VERS UN PLAN NATIONAL D'ACTION POUR LA RSE

COLLOQUE 17 NOVEMBRE 2014

PALAIS D'IÉNA
9, PLACE D'IÉNA / PARIS 75016



La Plateforme nationale d'action globale pour la responsabilité sociétale des entreprises (Plateforme RSE) est un lieu de dialogue et de concertation qui associe les différents acteurs de la société française ayant un intérêt pour la RSE (représentants des entreprises, des salariés, des associations et ONG, des structures multi-parties prenantes...) et les représentants des pouvoirs publics (administrations centrales, parlementaires, collectivités territoriales...). Installée par le Premier ministre en 2013 et rattachée à France Stratégie, elle a reçu comme mission de préparer la réponse à la demande de la Commission européenne que chaque État-membre se dote d'un « plan ou liste d'actions prioritaires visant à promouvoir la RSE dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 ».



France Stratégie est une institution rattachée au Premier ministre. Organisme de concertation et de réflexion, son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.



Troisième assemblée de la République française après l'Assemblée nationale et le Sénat, le **Conseil économique, social et environnemental (CESE)** est composé de 233 membres et 72 personnalités associées répartis en trois grands pôles représentant les acteurs de la vie économique et du dialogue social ; les acteurs de la vie associative et de la cohésion sociale et territoriale. Le dernier pôle est constitué, dans la logique du Grenelle de l'environnement, de représentants des associations et fondations acteurs de la protection de l'environnement et du développement durable. Le CESE favorise le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles, contribue à l'évaluation des politiques publiques entrant dans son champ de compétences, promeut un dialogue constructif avec ses homologues, tant au plan régional et local qu'international et contribue à l'information des citoyens. Le CESE joue ainsi un rôle essentiel dans la période de mutation économique, sociale et environnementale que nous vivons : celui de lanceur d'alerte au niveau institutionnel et d'interface entre la société civile et les politiques. Pour répondre à ses missions, le Conseil peut être saisi par le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, par voie de pétition ou auto saisine.

[S'inscrire en ligne](#)